



**Projet de « DG Dati » : retour sur le rendez-vous du 30 avril
au cabinet de la ministre
avec le conseiller éducation artistique, enseignement supérieur et démocratie
culturelle, et le conseiller social**

Dans la continuité de notre action du 11 avril dernier, l'administration a fait le choix d'annuler la tenue d'un groupe de travail sur la future direction générale.

Cette mobilisation nous a permis d'obtenir deux rendez-vous importants :

- celui du 16 avril avec le secrétaire général et en présence des préfigurateurs (*cf.* notre compte rendu du 18 avril)
- celui donc du 30 avril avec le cabinet de la ministre.

Conformément au mandat et aux attentes des personnels, nous avons rappelé d'entrée de jeu devant l'autorité politique les revendications énoncées le 16 avril :

- Le desserrement impératif du calendrier de mise en place de la réorganisation ;
- L'implication de la Formation Spécialisée en matière de Santé, Sécurité et Conditions de Travail ministérielle (F3SCT) dans l'étude d'impact,
 - L'intersyndicale maintient en effet que la F3SCT doit être associée à une opération qui relève de sa prérogative en matière de prévention des risques professionnels, et qu'elle constitue le cadre de discussion pertinent et structurant pour anticiper et prévenir les conséquences sociales inévitables d'une telle réforme ;
- Des groupes de travail plus réguliers et plus fréquents, et aussi nombreux que nécessaire, au service d'une concertation soutenue et approfondie sur tous les enjeux de ce projet de réorganisation,
 - tant sur le fond et le sens,
 - que sur l'organisation détaillée et la conception des organigrammes fonctionnels,
 - que s'agissant des missions et du travail des personnels et de leurs conditions de travail ;
- L'exigence d'un point d'équilibre entre les politiques et missions relatives à l'enseignement supérieur culture et celles relevant de la démocratie culturelle et des territoires y compris dans les réglages organisationnels.

L'intersyndicale a dû faire face à des conseillers sourds, provocateurs, rarement à la hauteur de leur fonction et des enjeux sociaux et organisationnels de cette restructuration.

Mais, nous avons pu faire passer clairement le message aux conseillers de la ministre que celle-ci n'a aucun intérêt, sauf à courir in fine à un échec prévisible, à continuer à foncer droit devant au mépris du dialogue et du respect de l'expertise des agents.

Le conseiller social et le conseiller à l'éducation artistique, à l'enseignement supérieur et à la démocratie culturelle ont pris l'engagement de transmettre nos demandes et nos propositions à la ministre.

Nous avons la faiblesse de penser que Rachida Dati serait bien inspirée d'en tenir compte, enfin.

Cette réorganisation, décidée par la ministre, conduite jusqu'à présent sans ménagement, concerne plusieurs directions d'administration centrale, le réseau des écoles d'art et d'architecture, ainsi que les services déconcentrés, soit au bas mot, directement ou indirectement, plusieurs milliers d'agents et d'étudiants.

Tout cela au moment même où intervient un remaniement de l'équipe censée piloter cette restructuration (le délégué général à la DG2TDC (Délégation générale transmission, aux territoires et à la démocratie culturelle) est sur le départ, l'inspecteur préfigurateur achève sa mission fin mai pour laisser place à un nouveau délégué général préfigurateur).

Nous ne sommes donc pas confrontés à des ajustements à la marge mais bel et bien à une réforme de grande ampleur engageant notre ministère sur une trajectoire incertaine et qui pourrait s'avérer périlleuse.

Pour notre part, nous sommes prêts à travailler d'arrache-pied dans l'intérêt des directions et services et de tous les agents concernés.

Paris le 6 mai 2025